

Faits marquants de la CdP 14 à la CLD: Lundi 2 septembre 2019

La quatorzième session de la Conférence des Parties (CdP 14) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) s'est ouverte lundi 2 septembre 2019 à l'India Expo Centre and Mart, à New Delhi, en Inde. Après la transmission de la présidence de la CdP par la Chine, pays-hôte de la CdP 13, et le discours introductif du Président de la CdP 14 et Ministre indien de l'environnement, des forêts et des changements climatiques, Prakash Javadekar, le Secrétaire exécutif de la CLD Ibrahim Thiaw et les représentants des groupes régionaux et des groupements d'intérêt, ainsi que ceux des instances de l'ONU, de la société civile et du secteur privé, ont prononcé leurs déclarations d'ouverture.

La CdP a établi le Comité d'ensemble (CE) et le groupe d'Amis du Président, chargés d'examiner le résultat de la Conférence.

La session plénière a été précédée d'une cérémonie officielle de levée de drapeaux censée symboliser le transfert des installations de la CdP aux Nations Unies par le gouvernement indien. Cinq événements parallèles ont eu lieu sur des thèmes relatifs, en autres, à : la façon d'appliquer la démarche de Recherche en développement pour élargir et intensifier la restauration des terres et parvenir à la Neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) ; la façon de traduire la réhabilitation des sols et des terres en actions favorables à la NDT et à la durabilité des moyens de subsistance ; les liens entre désertification et santé ; et les expériences des pays en matière de restauration des paysages dégradés.

Ouverture de la session

Sun Guoji, au nom du Président de la CdP 13 Zhang Jianlong, Ministre de l'administration étatiques des forêts et des pâturages, Chine, a ouvert la CdP 14. Il a signalé que la désertification et la dégradation des terres ont un impact direct sur la sécurité alimentaire et écologique. Il a mis en exergue les progrès accomplis depuis la CdP 13 et affirmé l'engagement continu de la Chine dans la lutte contre la désertification, notamment par l'offre d'opportunités de renforcement des capacités pour les pays en développement.

Les délégués ont ensuite élu Prakash Javadekar Ministre indien de l'environnement, des forêts et des changements climatiques, Président de la CdP 14. Dans son discours d'ouverture, Javadekar a signalé que les activités humaines ont contribué à accélérer les changements climatiques, la dégradation des terres et la perte de biodiversité, et a estimé que l'humanité va également devoir mobiliser une ferme intention et une grande intelligence pour enrayer ce phénomène et réparer les dommages causés. Signalant

que certaines des pays les plus peuplés, dont la Chine et l'Inde, ont déjà présenté leurs cibles volontaires de NDT, il a plaidé pour une intensification de l'engagement collectif mondial afin de trouver de nouveaux moyens de restaurer les terres dégradés, y compris des méthodes et des technologies de développement durable.

Babul Supriyo, Ministre d'État indien à l'environnement, aux forêts et aux changements climatiques, a prononcé une déclaration au nom du pays hôte, dans laquelle il a présenté les accomplissements et les ambitions de l'Inde vis-à-vis de la désertification et de la dégradation des terres. Entre autres aspects, il a mis en exergue les politiques et d'autres efforts positifs déployés par le pays en matière reboisement, d'agriculture, de conservation, de gestion des bassins versants et d'utilisation de nouvelles technologies.

Souhaitant la bienvenue aux délégués, le Secrétaire exécutif de la CLD Ibrahim Thiaw les a invité à suivre les enseignements du Mahatma Gandhi pour éliminer les obstacles et favoriser le bien-être des personnes. Il les a encouragés à s'engager dans des dialogues interactifs consacrés, entre autres, à une approche du gardiennage des terres axée sur les valeurs, à la santé des terres et des peuples, et à la façon de favoriser des chaînes de valeur durables pour les entreprises à base foncière. Thiaw a souligné que « la science a indiqué ce qui doit être fait, nous devons maintenant traduire ces connaissances en politiques », et a évoqué quelques-unes des conclusions les plus pertinentes de rapports et documents scientifiques récents, notamment celles tirées par : le Groupe international d'experts sur les ressources, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement ; la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ; le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) ; et le Rapport mondial sur les terres de la CLD, ainsi que son Interface science-politique (ISP). Thiaw a par ailleurs signalé les formidables possibilités d'agir en puisant dans l'élan politique favorable à des modes de production et de consommation durables qui est actuellement poussé par une nouvelle génération de consommateurs, de contribuables et d'électeurs. Il a conclu en citant quelques-uns des thèmes émergents qui seront abordés lors du Segment de haut niveau de la CdP 14, en signalant des tables rondes consacrées : aux liens entre les terres, le climat et les énergies renouvelables ; aux communautés rurales et urbaines ; et à un mouvement global pour la restauration des écosystèmes.

Déclarations d'ouverture

La Palestine, au nom du GROUPE DES 77 ET LA CHINE (G77/CHINE), a averti que si la tendance actuelle de dégradation des terres se poursuit, elle va exacerber la désertification ainsi que

l'échelle et la fréquence des tempêtes de sable et de poussière. Plaidant pour une meilleure intégration des mesures et actions visant à combattre l'ensemble des impacts négatifs, le délégué a suggéré que l'Objectif de développement durable (ODD) 15, et en particulier la cible 15.3 relative à la NDT, pourrait contribuer à une croissance économique de meilleure qualité et à la réduction de la pauvreté, tout en renforçant la résilience face aux impacts des changements climatiques.

La Finlande, au nom de l'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES (UE), a souligné les liens forts qui existent entre la dégradation constante des terres, les changements climatiques et la crise de la biodiversité. Appelant à traduire en actions les cibles volontaires des pays en matière de NDT par le biais de projets, de budgets et d'efforts de coopération multilatérale appropriés, le délégué a mis en exergue l'autonomisation des femmes comme élément central permettant de résoudre la problématique relative aux terres, et a noté le besoin de renforcer la communication externe de la CLD pour atteindre et sensibiliser un public plus large.

La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a mis en exergue les inquiétudes relatives aux effets de la sécheresse et des inondations-éclair, et a souligné que conclure à cette CdP l'accord concernant un indicateur commun en matière de sécheresse pourrait favoriser la mise en œuvre intégrale du Cadre stratégique 2018-2030. Le délégué a plaidé pour un engagement plus fort, en particulier dans le sens d'une augmentation des soutiens à la mise en œuvre, et pour une organisation plus efficace des réunions intersessions.

L'Irak, au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, a demandé des moyens de mise en œuvre, des soutiens pour améliorer la résilience, et la reconnaissance des circonstances spéciales de cette région très diverse. La déléguée a salué l'attention accordée, entre autres : aux migrations ; aux solutions pragmatiques pour les tempêtes de sable et de poussière ; aux régimes fonciers ; au genre ; et aux liens entre paysages urbains et ruraux.

Le Grenada, au nom du GROUPE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (GRULAC), a souligné le besoin d'accroître le niveau d'ambition pour satisfaire aux objectifs du Programme 2030, à l'Accord de Paris sur les changements climatiques, et aux objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et de protéger les terres comme la ressource la plus précieuse de la planète. Signalant que la région reconnaît la nécessité « d'affiner conceptuellement et méthodologiquement les cibles de NDT », le délégué a affirmé l'engagement du GRULAC sur les efforts multidimensionnels de renforcement des capacités visant à garantir la bonne mise en œuvre du Cadre stratégique 2018-2030.

Malte, au nom du GROUPE DE LA MÉDITERRANÉE DU NORD, a signalé que la région est un haut lieu de la dégradation des terres et a appelé à optimiser le Fonds pour la NDT afin de soutenir la mise en œuvre des cibles nationales de NDT. Le délégué a mis en exergue le soutien à la participation des communautés locales, et en particulier des femmes, dans la conception de programmes effectifs de gestion des terres.

Le Belarus, au nom de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, a souligné le besoin de soutiens continus pour permettre une mise en œuvre opérative de la Convention. Le délégué a affirmé l'importance des Plan nationaux d'adaptation et de la coopération entre les pays aux niveaux régional et infrarégional. Il a appelé la CdP à prévoir des discussions sur la relation entre la dégradation des terres et les migrations, la paix et la sécurité, ainsi que sur la question des régimes fonciers.

Gram Bharati Samiti, au nom des ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC), a mis en exergue les priorités des OSC pour cette CdP 14, notamment : que la contribution des initiatives communautaires à la NDT soit reconnue ; que la sécurité

foncière des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables soit garantie, par le biais d'une décision de la CdP 14 relative à la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, à la pêche et aux forêts ; que l'accès à des financements suffisants soit renforcé et que les OSC puissent participer aux processus de prise de décision relatifs à la NDT ainsi qu'aux Plans nationaux de lutte contre la sécheresse.

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

La CdP a adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux (ICCD/COP(14)/1) sans amendements. Ensuite, les délégués ont approuvé l'élection des Vice-Présidents suivants pour représenter les groupes régionaux : Jean Ilunga Muneng (République démocratique du Congo) et Kamaye Maazou (Niger) pour les États africains ; Abdulrahman Alfadley (Arabie saoudite) pour les États d'Asie-Pacifique ; Carlos Rodriguez (Costa Rica) et Robert Browne (Saint-Vincent-et-les-Grenadines) pour le GRULAC ; Andrey Kuzmich (Belarus) et Ashot Vardevanyan (Arménie) pour les États européens de l'Est ; et Franz Breitwieser (Autriche) pour les États européens de l'Ouest et les autres États.

La CdP 14 a également désigné Trevor Benn (Guyana) Président du Comité d'ensemble (CE) et adopté le document d'accréditation des organisations intergouvernementales, des organisations de la société civile et des représentants du secteur privé (ICCD/COP(14)/15 et ICCD/COP(14)/15/Add.1).

Enfin, la CdP a établi un groupe d'Amis du Président chargé de travailler sur les questions relatives à la déclaration de New Delhi et qui démarrera ses travaux mercredi.

Dans les couloirs

À mesure que les délégués se rassemblaient en plénière après une matinée de consultations informelles et de réunions de coordination régionale, ils ont formulé leurs attentes pour celle que le Secrétariat désigné comme la plus grande CdP de l'Histoire. Énumérant les priorités de sa région pour cette CdP, un chef de délégation a dit nourrir un intérêt particulier vis-à-vis de la mise en œuvre de projets et de programmes de NDT porteur de transformation, et a souhaité aborder à cette session les difficultés rencontrées par les pays dans l'alignement des données mondiales et nationales. Un autre délégué a appelé la communauté internationale à porter une plus grande attention collective aux problèmes de sécheresse, et de tempêtes de sable et de poussière, qui ne sauraient être résolus individuellement par des pays ou même des régions.

Plusieurs autres délégués ont affirmé des intérêts similaires en matière de renforcement des capacités, et vis-à-vis des opportunités de partenariats techniques et financiers. Un participant a salué la présence d'organisations internationales de développement et scientifiques, en estimant que cela est la preuve d'un « élan grandissant » de collaboration pour la réalisation des ODD liés aux terres, notamment dans le contexte de l'imminente Décennie 2021-2030 des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes.

Remontant leurs manches pour s'attaquer dès mardi matin à l'examen des 30 textes de décisions, les délégués ont d'ores et déjà identifié les négociations relatives à la sécheresse et aux régimes fonciers comme les deux priorités de cette CdP. Parvenir à un consensus sur les régimes fonciers – ce qui se présente pour beaucoup comme une rude bataille –, serait particulièrement perçu comme le signe d'une réussite à cette CdP. Plusieurs observateurs ont espéré que la récente publication de plusieurs rapports scientifiques sérieux, y compris le Rapport spécial du GIEC sur les terres et les changements climatiques, facilitera ce processus.